

Avant Propos :

La deuxième moitié de cette année 2010 a continué à défier la situation en Haïti ; tempêtes, épidémie de choléra, élections. Une phase d'urgence qui ne cesse de s'allonger. Près d'un million et demi de personnes vivent dans des abris provisoires dans une situation d'extrême précarité.

Solid'Info continue sa mission de relais d'information sur Haïti auprès des membres de Solid'Hispaniola, ses lecteurs et lectrices, le public en général, pour ne pas oublier les haïtien(nes).

D'autre part, ce bulletin fait place aux actions engagées en République Dominicaine : finalisation de l'Agenda de Développement du Quartier Santa Lucia, Observatoire de la Démocratie Participative et accompagnement au processus de concertation à Villa Gonzalez avec la *Fundación Solidaridad*, réponse à appel à projet pour défendre les droits des personnes LGBTI avec la *Colectiva Mujer y Salud*, assistance technique au Programme Hispaniola de *PROGRESSIO*, soutien à la Campagne 4% du PIB pour l'Education.

Les relations de partenariat s'affirment et Solid'Hispaniola en a aussi profité pour se doter de moyens minimums de communication, notamment via les réseaux sociaux: nouveau site web désormais autogérée à 80%, page et utilisateur Facebook reliés à Youtube et Twitter.

A un an de création le bilan de Solid'Hispaniola est plus que positif. 2011 représente une nouvelle étape dont l'enjeu reste la concrétisation des projets solidaires en France pour assurer pleinement sa mission de solidarité avec les habitant(e)s et territoires de l'île Hispaniola.

Sommaire :

p2. Haïti : le point sur la situation à 11 mois du tremblement de terre (partie 1).

p3. Haïti : le point sur la situation à 11 mois du tremblement de terre (partie 2). Actions en République Dominicaine.

p4. RD : Campagne 4% PIB pour l'éducation.

p5. Vœux 2011 de Solid'Hispaniola, nouveau site web et réseaux sociaux.

Índice :

p2. Haití: el punto sobre la situación a 11 meses del sismo (parte 1).

p3. Haití: el punto sobre la situación a 11 meses del sismo (parte 2). Acciones en República Dominicana.

p4. RD: Campaña 4% PIB para educación.

p5. Deseos 2011 de Solid'Hispaniola, nueva Web y redes sociales.

www.solidhispaniola.org

info@solidhispaniola.org

Les articles de ce bulletin ne sont pas systématiquement en deux langues.
Los artículos de este boletín no están sistemáticamente en dos idiomas.

Rappel des dégâts

Personnes décédées:	+300.000 (222.570 selon DPC)
Personnes blessées :	+300.000 (310.428 selon DPC)
Personnes sans abris* :	+ 1,5 Millions
Ecoles touchées** :	4.758
Infrastructures :	+ 60% de Port-au-Prince détruit, Palais National, 12 des 15 ministères inclus.
Pertes financières :	7.754,3 Millions \$US.

DPC : Département de la Protection Civile
* : Déplacées ou vivant dans 1.269 sites improvisés, dont 891 se trouvant dans la région de Port au Prince, totalisant 1,143,032 personnes (source Cluster CCCM/OIM. 29/10/2010)
** : Détruites ou endommagées.

11 mois se sont écoulés, non sans souffrances et colères, pour brosser un tableau actuellement désolant, pire qu'à 5 mois du séisme. Puisque non seulement la situation des milliers d'haïtien(ne)s n'a pas changé, mais ces populations sont frappées par une épidémie de choléra difficilement contrôlable. L'état d'urgence est plus que jamais en vigueur alors que la conjoncture politique n'est pas pour autant rassurante.

Le bilan de la puissante et controversée Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) mise en place à partir de la *Conférence Internationale des donateurs pour un nouvel avenir en Haïti* (31 mars, New York) est plus que décevant. Pour rappel, le 21 avril la CIRH est créée par Décret Présidentiel, formée de 14 haïtiens, 13 internationaux et 4 membres sans droit de vote. En 8 mois, elle s'est réunie 4 fois pour approuver des projets de reconstruction du pays. La dernière a eu lieu le 14 décembre à Santo Domingo : projets approuvés à hauteur de 500 Millions US\$, dont seulement 12% sont disponibles. Les promesses d'aide se font bel et bien attendre. Sur les 10 milliards US\$ promis par la Communauté Internationale pour les 5 prochaines années en faveur de la reconstruction (dont 5.3 milliards US\$ pour 2010/2011), seulement 30% se sont concrétisés.

Concernant le fonds multi latéral (Fonds de Reconstruction d'Haïti - FRH) et en date du 26 octobre 2010, seulement 265 millions US\$ ont été reçus par 11 bailleurs (dont Australie, Brésil, Canada, Chypre, Colombie, Estonie, Norvège, Oman, Suède). Et sur les 164 millions US\$ pour faire face à l'épidémie de choléra durant 14 mois, seuls 10% des fonds ont été déboursés (déclaration de Nigel Fisher, coordinateur de la Minustah, 22/11/2010). Certains états seraient dans l'attente des résultats des élections pour concrétiser l'aide financière.

Les organisations de la société civile et les haïtien(ne)s ne sont toujours pas ou trop peu consultés et ne connaissent pas les détails des projets approuvés par la CIRH. Plus que participation, les organisations sociales haïtiennes (ex : GARR, PAPDA, JRS-SJRM, SOFA, CRESFED etc.) demandent au gouvernement et à la Communauté Internationale d'agir pour le peuple, d'assurer leur sécurité et leur dignité, de doter les Haïtien(nes) de documents d'identité et surtout de rompre avec les dynamiques excluantes, de dépendances économiques, d'ultra centralisation du pouvoir et des services publics. Elles demandent aussi à ce que les plans pour la reconstruction soient consensuels et connus de la société haïtienne dans son ensemble.

Une des raisons de la présente situation est le manque de préparation de la communauté internationale face à ce genre de désastre. Par ailleurs, la transition entre urgence et développement ne cesse de s'allonger, puisqu'un nouvel événement ponctue cette phase de déploiement de l'aide depuis le séisme : premières pluies de mars, tempête du 24 septembre à PauP, épidémie de choléra touchant plus de 58.190 personnes et a fait plus de 2.535 décès (date du 17/12/2010) depuis le 20 octobre, cyclone Tomas qui s'est transformé en ouragan catégorie 1 le 5 novembre frôlant les côtes ouest de l'île (côté Haïti). Les réponses sont d'autant plus lentes que les organisations haïtiennes, connaissant la situation et ayant des capacités d'actions, n'ont pas été consultées sur le futur du pays et les manières d'améliorer la situation de milliers de personnes. Le fait qu'aucune conférence internationale ne s'est encore réalisée en Haïti est d'ailleurs révélateur de cette situation.

(suite page suivante)

Autre facteur d'importance : le climat politique. Le résultat du premier tour devait être connu lundi 20 décembre. Il n'en est rien. L'OEA « recompte les votes » avant de se prononcer. Cette procédure n'a aucune incidence sur les fraudes et irrégularités intervenues avant le vote, avantageant le candidat de l'Inité, parti du gouvernement Préval.

Certains analystes ont dénoncé l'impossibilité matérielle de réaliser des élections qui soient sérieuses et garanties d'une expression démocratique du peuple. Devant le besoin de procéder à une légitimisation d'un gouvernement, déjà bien affaibli par la CIRH, la Communauté Internationale a fait le forcing. Une fraude au profit du candidat du parti gouvernant, Jude Célestin, a été pointée du doigt. Les derniers sondages annonçaient deux tours, prévoyant à la candidate du RDNP, Mirlande Manigat plus de 30% des intentions de vote. La deuxième place se jouait entre Célestin et le chanteur populaire Martelly. Les résultats préliminaires du 7 décembre qui sont massivement et violemment contestés annoncent 31,37 % des voix pour Manigat, 22,48 % pour Célestin et 21,84 % pour Martelly, soient 6845 voix de différences entre ces derniers. Le taux de participation est de 22,87%. Le peuple haïtien refuse un second tour sans Martelly. L'issue à un climat plus clément pourrait être un second tour à 3. Option refusée par Manigat pour être inconstitutionnelle...

La situation d'Haïti ne peut être résolue que par des visions et actions localistes. Une vision d'île doit être sérieusement abordée à la fois par les 2 gouvernements (dominicain et haïtien) mais aussi par la communauté internationale. La gestion de crises et prévention des désastres doit être nécessairement coordonnée entre les 2 pays, tout comme la gestion de l'environnement, les activités commerciales, le développement frontalier, la coopération dans le processus de reconstruction et les migrations, sont autant de thèmes devant être abordés d'urgence par une vision binationale et insulaire. La Commission Mixte Bilatérale, unique mécanisme formel de coordination entre les 2 gouvernements doit être une fois pour toutes opérative pour aborder les nombreuses problématiques communes et la mise en œuvre de politiques et actions d'intérêts des peuples de l'île Hispaniola.

Il faut savoir que la population haïtienne est la première communauté de migrants en République Dominicaine, en majorité dépourvue de documents d'identité. C'est une problématique à laquelle le gouvernement dominicain doit répondre. Il faut aussi savoir que les relations dominico-haïtiennes étaient extrêmement tendues depuis plus de 5 ans (notamment à partir de l'évènement survenu à Hatillo Palma en RD), mais que la réaction du gouvernement dominicain post séisme a été quasi exemplaire. La solidarité étatique s'est exprimé à travers la mobilisation de 14 entités gouvernementales estimée à 5,8 millions US\$ par le Ministère d'Economie, Planification et Développement (MEPYD) notamment en matière de réhabilitation de réseaux électriques et télécommunications, routes, aides sanitaire et alimentaire aux victimes, préparation de fosses, nettoyage de canaux, mise en place d'un couloir humanitaire, etc. Au delà, c'est la société dans son ensemble qui s'est sincèrement solidarisée avec les cousins haïtiens, soit au travers de la Plataforma Ayuda Haïti soit au travers d'initiatives privés.

Une île, 2 pays... alors, restons mobilisés et parions sur la solidarité insulaire !

Actions en République Dominicaine

Plus d'info sur www.solidhispaniola.org

• Développement concerté à Villa Gonzalez

Solid'Hispaniola s'est engagé publiquement auprès de son partenaire Fundación Solidaridad et des organisations sociales locales en matière d'accompagnement technique et pour canaliser des aides depuis la France pour le développement de cette commune dominicaine lors de la *journée de réflexion : passé, présent, futur et défis pour le développement humain dans la commune de Villa Gonzalez*, 12 décembre 2010.

• Appui à Progressio - RD & Haiti

Assistance technique au Programme Hispaniola de Progressio en matière de mise en œuvre de son système de suivi / évaluation – 13 volontaires basé-es en République Dominicaine et Haïti. Suivi des volontaires, fundraising, relation avec partenaires, monitoring politiques binationales etc.

• Appui technique à l'Observatoire de la Démocratie Locale

Initiative de notre partenaire Fundación Solidaridad. Présentation des avancées des travaux à la table ronde des expériences locales, lors du **Séminaire International Observatoires Municipaux**. Organisé par la Fédération Dominicaine des Municipalités (FEDOMU) via son Association régionale, ASOMURECIN, 13 et 14 octobre 2010.

• Présentation Agenda de Développement Santa Lucía

Culmination du processus d'élaboration de cet agenda de développement avec l'acte de présentation formelle devant les autorités municipales, le 14 octobre dernier, mairie de Santiago de los Caballeros.



Campagne 4% PIB pour Education

4% YO EXIJO PARA LA EDUCACION



La Campagne 4% pour l'éducation est une mobilisation du peuple dominicain qui exige au gouvernement depuis plusieurs semaines de destiner au moins 4% du PIB pour l'éducation dans le budget national 2011. Mise en place par la Coalición Educación Digna avec l'appui déterminant dans la phase de lancement du Centro Bono, cette campagne a réussi à mobiliser massivement la plupart des secteurs de la société dominicaine. La République Dominicaine est le 2ème pays d'Amérique Latine qui investit le moins en éducation.

Il faut savoir que la Loi d'éducation 66-97 de 1997, stipule article 197 que « la dépense publique en éducation doit atteindre, d'ici 2 ans et à partir de la mise en vigueur de la présente Loi, un minimum de 16% de la dépense publique globale ou un 4% du PIB estimé pour l'année en cours (*El gasto público anual en educación debe alcanzar en un período de dos años, a partir de la promulgación de esta ley, un mínimo de un dieciséis por ciento (16%), del gasto público total o un cuatro por ciento (4%) del producto bruto interno (PBI) estimado para el año corriente, escogiéndose el que fuere mayor de los dos, a partir del término de dicho período, estos valores deberán ser ajustados anualmente en una proporción no menor a la tasa anual de inflación, sin menoscabo de los incrementos progresivos correspondientes en términos de porcentaje del gasto público o del PIB*). La Constitution de la République Dominicaine contemple – article 63 – que l'investissement de l'Etat en Education, science et technologie devra être croissant et soutenu, correspondant aux niveaux de développement macro économiques. La Loi définira les montants minimums et pourcentages correspondants à cet investissement (Art. 63: “*La inversión del Estado en la Educación, la ciencia y la tecnología deberá ser creciente y sostenida, en correspondencia con los niveles de desempeño macroeconómico del país. La ley consignará los montos mínimos y porcentajes correspondientes a dicha inversión*”).

Le Budget 2011 soumis à approbation au Congrès National (bi caméral : Senado + Camara de Diputados/as) contemple 2,4% du PIB pour le secteur éducatif, violant la Loi d'éducation et la Constitution de la République.

Lundi 6 décembre a été déclaré « lunes amarillo » (lundi jaune) connaissant un appui massif et une claire expression du peuple dominicain dans des centaines d'endroits de la capitale et du pays. Le lundi suivant la mobilisation ne s'est pas essouffée, des milliers de personnes étaient réunies devant le Congrès National.

Une Commission de la Coalition Education Digne qui regroupe au moins 203 organisations sociales dominicaines a rencontré le Président Leonel Fernandez, proposant un Pacte qui lui a été refusé (lire les documents relatifs: carte du pouvoir exécutif, réponse au Président fixant position de la Coalition).

Un recours devant le Tribunal Administratif a eu lieu, en vain. Le Comité de la Coalición Educación Digna est bien décidé à soumettre le Gouvernement Dominicain devant la Cour Interaméricaine des Droits Humains.

Lundi 20 décembre, une nouvelle mobilisation a eu lieu devant le Congrès National. Le budget 2011 a finalement été voté en deuxième lecture avec des moyens dédiés à l'éducation bien en deçà du 4% du PIB exigé (2,4%). La Coalición Educación Digna a annoncé sa détermination à déposer un recours devant la « Cour Suprême de Justice » pour être inconstitutionnel.

A suivre ...

**Visitez la section
spéciale sur**

www.solidhispaniola.org





Dépenses		Recettes	
Frais de personnel	13085,2	Prestations de services	11978,13
Frais de déplacement	1483,5	Prestations à recevoir	2500,00
Frais de gestion	682,95	Cotisations	50,00
Frais financiers	70,86	Dons	460,00
Reversés	460	Subventions	9183,68
Divers	195,61	Reversés	100,00
		Divers	0,00
Résultat (positif)	8293,69		
Totaux	24271,81		24271,81

******* Solid'Hispaniola sur les réseaux sociaux*******



Retrouves Solid'Hispaniola sur **Facebook** ...
Encuentra a Solid'Hispaniola en **Facebook** ...



Abonnes toi à la chaîne **Youtube** de Solid'Hispaniola...
Inscribete en la cadena **Youtube** de Solid'Hispaniola...



Suis Solid'Hispaniola sur **Twitter** ...
Dale seguimiento a Solid'Hispaniola vía **Twitter**...



Rédaction / redacción: Alice Auradou
Correction / corrección: Annick Ouédraogo, MC Auradou
© Photographies / fotografías: Arturo Reyes, ASOMURECIN-FEDOMU, Christian Aid, Fundación Solidaridad, PROGRESSIO, Solid'Hispaniola

New Web, + de news
www.solidhispaniola.org